**Modèle de CDD pour remplacement**

**Temps complet**

**Avertissement**

La Fédération Nationale de l’Habillement vous informe sur la législation sociale.

Ces textes ont un caractère indicatif et non-exhaustif : ils relèvent, en effet, exclusivement de l'information juridique à but documentaire et ne traite pas tous les cas particuliers. Vous êtes responsable de la consultation, de l'utilisation et de l'interprétation de la documentation fournie qui ne vous dispense ni de votre obligation de vous informer par vous-même ni de recourir aux conseils personnalisés d’un professionnel du droit.

**Nous vous remercions de toujours nous transmettre ces modèles avant transmission au salarié pour relecture attentive.**

Entre les soussignés :

L’entreprise <…………….>,

Adresse : <…………..>

Représentée par M <……………..> agissant en qualité de <indiquer ses fonctions>

D’une part,

**et**

M<……………..> ***(le salarié)***

Né(e) le <…………>, à <………..>, domicilié(e) à <……..>

Nationalité : <…………….>

No du titre autorisant à travailler : <…………………>

No d'immatriculation à la Sécurité sociale : <>

D’autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. **Nature du contrat**

Le présent contrat est un contrat à durée déterminée.

*(Si c’est le cas, ajouter) :* Ce contrat est conclu pour une période comprise dans les vacances <………..> *(préciser : scolaires ou universitaires)* de M…………… fixées du ……….… au ……….… par <………………….> *(préciser : le collège <>, le lycée<>, l’université <)]* *(éventuellement préciser n° d’étudiant et filière suivie).*

1. **Convention collective applicable**

Sous réserve d'un changement d'activité ou de toute autre situation entraînant leur remise en cause, le présent contrat est régi par les dispositions de la convention collective nationale du commerce de détail de l’habillement et des articles textiles (IDCC 1483 – CCN n° 3241) <et de(s) l’accord(s) collectifs applicable(s) dans l'entreprise suivant(s) :………………..…>.

1. **Objet du contrat**

Le présent contrat est conclu pour remplacer M <…………………...>, absent(e) pour <………………> *(préciser : congés payés, congé parental d’éducation, arrêt de travail pour maladie, congé de maternité ...*) dont la qualification est <……………..> *(Préciser emploi, catégorie et statut de la Convention Collective à par exemple : vendeuse catégorie 4 employée, chef de magasin catégorie A1 agent de maîtrise…).*

***OU en cas de remplacement partiel d’un salarié de catégorie plus élevée***

Le présent contrat est conclu pour remplacer partiellement M <…………………...>, absent(e) pour <> *(préciser : congés payés, congé parental d’éducation, arrêt de travail pour maladie, congé de maternité ...)* dont la qualification est <> *(Préciser emploi, catégorie et statut de la Convention Collective à par exemple : vendeuse catégorie 4 employée, chef de magasin catégorie A1 agent de maîtrise…).*

***OU en cas de remplacement partiel du chef d’entreprise***

En application de l’article L.1242-2 4° du code du travail, le présent contrat est conclu pour remplacer partiellement M <…………………...>, *(préciser le statut : gérant, dirigeant …)* de l’entreprise <……………> *(préciser : statut juridique : entreprise individuelle, SARL, SAS),* absent(e) pour <……………….> (préciser : congés, convenances personnelles, achats auprès de fournisseurs, déplacement professionnel...>,

1. **Durée du contrat**

***Au choix :***

1. ***CDD à terme précis***

Le présent contrat prend effet le <………….>, à <…………..> heures.

Il cessera à l'échéance du terme, soit le <………….>. Ce terme pourra être reporté jusqu’au surlendemain du jour où la personne remplacée reprend son emploi.

Le contrat pourra être renouvelé dans le respect des dispositions légales.

1. ***CDD à terme imprécis***

Le présent contrat prend effet le <……………..> à <………………..> heures.

Il comporte une durée minimale de <…………………..>.

Il aura pour terme la fin de l’absence de *M* <……………….>. Ce terme pourra être reporté jusqu’au surlendemain du jour où la personne remplacée reprend son emploi.

***- Fin de choix -***

1. **Période d'essai**

***CALCUL DE LA PERIODE D’ESSAI :***

* ***1 jour par semaine de contrat dans la limite de 2 semaines pour un CDD inférieur ou égal à 6 mois.***
* ***1 jour par semaine de contrat dans la limite d’un mois pour les CDD d’une durée supérieure à 6 mois***

Le présent engagement est conclu sous réserve d'une période d'essai de <…………….> *jours/ semaine(s)/mois* au cours de laquelle il pourra être mis fin au contrat, par l'une ou l'autre des parties, sans indemnité.

La période d'essai s'entend d'une période de travail effectif. Toute suspension de l'exécution du contrat, quel qu'en soit le motif, entraînera une prolongation de la période d'essai d'une durée équivalente à celle de la suspension.

1. **Emploi et qualification**

M <…………………….> s’engage à se soumettre à une visite d’information et de prévention selon les modalités définies par les dispositions légales et règlementaires.

M <……………….> est engagé(e)en qualité de <Exemple : vendeur >, en catégorie <Exemple : 5, employé[[1]](#footnote-1)>.

Ses attributions sont notamment les suivantes : ………………< indiquer l’ensemble des tâches effectuées ou pouvant être effectuées par le salarié en respectant les attributions définies pour chaque catégorie par l’accord du 12 octobre 2006 sur les classifications professionnelles>.

*Exemple pour un(e) vendeur(se) :*

*M <…………….…..> sera notamment chargé(e) des fonctions suivantes :*

* *Accueil et conseil de la clientèle*
* *Encaissement des achats et contrôle de la caisse*
* *Présentation et rangement des articles en rayon, en vitrine et dans la réserve*
* *Propreté et entretien du rayon/ point de vente*
* *Étiquetage, antivolage*
* *Respect des règles de sécurité du magasin*
* *Signalement des éventuelles anomalies de stock*
* *Remise en banque et la facturation de diverses prestations de vente*
* *Ouverture (occasionnelle, régulière, permanente) et/ ou la fermeture du magasin*

*- …*

1. **Rémunération**

M <…………..> percevra une rémunération mensuelle brute de <…………….> € pour la durée du travail mentionnée à l’article 8.

A cette rémunération s'ajouteront les éléments suivants : <Préciser la nature et les modalités de calcul des éventuels accessoires de la rémunération : prime de treizième mois, prime de vacances, commissions, prime d'ancienneté...>.

1. **Durée du travail**
2. ***Si le salarié est soumis à la durée légale de 35 heures hebdomadaires***

La durée du travail de M <…………….> est égale à 35 heures hebdomadaires.

La Direction pourra demander au salarié d’effectuer, si nécessaire, des heures supplémentaires qui seront rémunérées conformément à la législation applicable.

M <…………….> devra demander l’autorisation préalable de <gérant, supérieur hiérarchique, Direction> pour dépasser ses horaires de travail en raison de la nature ou de la quantité de travail demandée. Si le dépassement d’horaires est imprévisible, M <…………….> devra informer la Direction ou son supérieur hiérarchique du dépassement d’horaires dans les plus brefs délais.

1. ***Si le salarié est soumis à une durée hebdomadaire de travail supérieure à 35 heures (exemple : 39 heures)***

La durée du travail de M <………….> est égale à <……………> heures hebdomadaires. Elle inclut la réalisation de <……………..> heures supplémentaires par semaine.

La Direction pourra demander au salarié d’effectuer, si nécessaire, des heures supplémentaires en plus des heures supplémentaires comprises dans sa durée du travail qui seront rémunérées conformément à la législation applicable.

M <……………..> devra demander l’autorisation préalable de <gérant, supérieur hiérarchique, Direction> pour dépasser ses horaires de travail en raison de la nature ou de la quantité de travail demandée. Si le dépassement d’horaires est imprévisible, M *<…………..>* devra informer la Direction du dépassement d’horaires dans les plus brefs délais.

***- Fin de choix –***

M <……………> pourra être amené à travailler les jours fériés dans le respect des dispositions conventionnelles et le dimanche, si l’entreprise est titulaire d’une dérogation au repos dominical.

1. **Lieu de travail**

M <…………> exercera ses fonctions dans les locaux de la société <…………….> à <adresse>.

Un changement de ce lieu de travail au sein du même secteur géographique ne constitue pas une modification du contrat de travail.

1. **Congés payés**

M <…………> bénéficiera des congés payés dans les conditions de droit commun. A l’issue du présent contrat, les congés non pris donneront lieu à une indemnité compensatrice de congés payés égale à 10 % des rémunérations *qu'il (ou qu'elle)* aura perçues.

1. **Retraite complémentaire – Prévoyance - Mutuelle**

M……………….sera affilié(e) à la (ou aux) caisse(s) de retraite complémentaire dont relève l'entreprise : <Nom et adresse des caisses>.

M <…………> sera *affilié (ou affiliée)* au régime de prévoyance géré par <Nom et adresse de l'organisme> et au régime frais de santé géré par …………… par <Nom et adresse de l'organisme>.

 **12) Autres avantages sociaux**

M <…………> bénéficie, dans les mêmes conditions que les autres salariés, des avantages accordés par l'entreprise : <exemple : tickets-restaurant, ponts, etc.>.

 **13) Obligations professionnelles**

M <…………> s'engage à se conformer aux directives et instructions émanant de la direction ou de son représentant.

M <…………> est tenu d’observer, pendant l’exécution comme après la cessation du contrat de travail, une discrétion professionnelle absolue en ce qui concerne les faits ou informations dont il aura connaissance dans l’exercice ou à l’occasion de ses fonctions. Il (Elle) s’engage à ne pas réaliser de copies ni transmettre à un tiers les documents et les fichiers dont il (Elle) a communication dans le cadre de son travail et à restituer ces derniers éventuellement confiés sur demande de l’entreprise.

*Pour les salariés en contact avec la clientèle (vendeur, commercial…) :*

Compte tenu de l’activité commerciale de l’entreprise, M <…………> devra porter une tenue vestimentaire correcte et convenable, ne portant pas atteinte à la stratégie commerciale de l’entreprise. Ainsi, le port de vêtements comportant une marque apparente directement concurrentielle des produits vendus par le magasin est prohibé.

Par ailleurs, le port de vêtements déterminés ou d’une tenue adaptée au style du magasin et aux produits vendus pourra être réclamée à M <…………> Dans le cas où une tenue spécifique sera imposée (uniforme, marque déterminée, vêtements de la société…), celle-ci sera fournie et entretenue par l’employeur.

M <…………> ne peut pas emporter hors du magasin ou de l’entreprise des objets ou produits appartenant à la société <dénomination sociale>, sauf <accord de son supérieur hiérarchique/ respect de la procédure interne en vigueur figurant dans le règlement intérieur ou sur la note de service n°…>. Toute soustraction d’une chose appartenant à l’entreprise sans autorisation pourra constituer une faute ou un motif de licenciement.

M <…………> s’engageà informer immédiatement la société <dénomination sociale de la société> en cas d'absence quel que soit le motif et à produire dans les 48 heures les justificatifs appropriés ;

M <…………>doit faire connaître sans délai tout changement de situation le concernant (domicile, situation familiale, enfants à charge...)

M <…………> déclare être libre de tout engagement.

**14) Protection des données personnelles**

Dans le cadre de la gestion du personnel et aux fins du traitement de la paie, l’entreprise est conduite à solliciter des données personnelles concernant M…………………… Ces données font l'objet d'un traitement par l’entreprise représentée par ……………… (prénom et nom) en sa qualité de ………………….. comme étant le responsable de ces traitements.

En signant le contrat, M……………..autorise l’entreprise à collecter, enregistrer et stocker ces données qui ne seront traitées et utilisées que dans la mesure de ce qui est nécessaire à l'exécution du contrat de travail, à l'accomplissement par l’entreprise des obligations qui lui incombent et dans la limite des délais de prescription applicables en matière sociale.

M………………..dispose d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'opposition et d'effacement de ses données ainsi que d'un droit à limitation du traitement de celles-ci.

Fait à <lieu> Le <Date> En < > exemplaires

<Le salarié> <L'employeur>

*Signatures précédées de la mention manuscrite « Lu et approuvé »*

1. Se référer à l’accord du 12 octobre 2006 sur les classifications professionnelles. [↑](#footnote-ref-1)